

ANTOINE FLAHAULT

Directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)

Michel Kazatchkine, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe

Notre premier intervenant sera le professeur Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de Genève. Il est également directeur de l'École suisse de santé publique de Zurich. Permettez-moi de dire que, malheureusement - et un brin ironiquement - deux de nos six intervenants d'aujourd'hui sont coincés à Genève avec la Covid. Il s'agit du professeur Flahault et d'Els Torreele. Deux d'entre nous sur six ont la Covid à l'heure où nous parlons et cela nous rappelle avec force que la pandémie n'est pas terminée.

Antoine, vous avez la parole.

Antoine Flahault

Deux événements importants concernant la pandémie de Covid-19 ont marqué l'année écoulée. Le premier est survenu le 7 décembre, lorsque la Chine a décidé d'abandonner sa stratégie « zéro Covid ». Selon les estimations, cette décision a entraîné une surmortalité de 1,4 million de personnes rien qu'entre le 22 décembre et le 23 février, alors que les autorités ont officiellement fait état de moins de 90 000 décès sur cette période. Le deuxième moment décisif a eu lieu le 5 mai 2023, lorsque le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la levée de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC) pour la Covid-19. Simultanément, un appel à la vigilance a été lancé en raison de la persistance du « risque de nouveaux variants ». Entre-temps, une pléthore de nouveaux sous-variants d'Omicron sont apparus, principalement dérivés du sous-variant XBB, tous hautement transmissibles mais sans déclencher une augmentation incontrôlée du nombre d'hospitalisations.

Début novembre 2023, alors qu'environ 7 millions de décès ont été officiellement déclarés à l'OMS, les estimations font état de 27 millions de décès supplémentaires depuis le début de la pandémie. Il convient de compléter ces chiffres par les estimations de 20 millions de vies supplémentaires sauvées grâce aux vaccins, calculées sur la première année de leur déploiement. Par ailleurs, on ignore toujours dans quelle mesure les interventions non pharmaceutiques (INP) mises en œuvre au cours des premières phases de la pandémie (p. ex., confinement, télétravail, contrôle des frontières, port du masque obligatoire, recherche des personnes-contacts, etc.) ont permis de sauver des vies.

Après la levée de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC), la Covid-19 n'a pas été éradiquée à l'échelle mondiale, ce qui a entraîné des vagues récurrentes en différentes saisons partout dans le monde, avec pour conséquence de nouveaux cas, des

hospitalisations et une surmortalité. Fait notable, le Canada a déclaré plus d'hospitalisations liées à la Covid-19 en 2023 que sur l'ensemble de l'année 2020.

Malgré les signaux indiquant la poursuite d'une circulation intense du SRAS-CoV-2 après la levée de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale par l'OMS, de nombreux gouvernements dans le monde ont désactivé précipitamment leurs outils de surveillance. Deux précieux enseignements sont à retenir à cet égard. Premièrement, l'Office des statistiques nationales du Royaume-Uni a mis au point un instrument Rolls-Royce impliquant un échantillonnage aléatoire répété de l'ensemble de la population, ce qui a permis d'obtenir des estimations précises et fiables de la prévalence de la Covid-19. Cette approche a également permis d'obtenir des chiffres importants sur les taux de létalité et d'hospitalisation, palliant ainsi les biais présents dans d'autres séries produites sans échantillons représentatifs. Deuxièmement, des pionniers comme la France et les Pays-Bas ont mis en place une surveillance des eaux usées, qui s'est révélée être une méthode utile, économique et durable pour maintenir une surveillance épidémiologique fiable de la circulation du SRAS-CoV-2 et une détection précoce des nouveaux variants.

Cette pandémie aura au moins contribué à une meilleure compréhension du mode de transmission du SARS-CoV-2. La Covid-19 est une maladie aéroportée, qui se transmet principalement dans des espaces intérieurs bondés et mal ventilés. Les microgouttelettes porteuses du virus s'attardent (« aérosolisées ») dans l'air intérieur quelques minutes ou quelques heures, posant un risque de transmission, avant de se déposer sur les surfaces. Si la transmission par les mains est théoriquement possible, la majorité des transmissions peuvent être évitées par des masques faciaux bien ajustés, de préférence FFP2 ou N95, et par le maintien d'une bonne qualité de l'air intérieur grâce à une ventilation adéquate. Ces conclusions justifient l'adoption de comportements de nature à réduire les risques, comme le port du masque, le respect des distances de sécurité en intérieur et les activités en extérieur. Par ailleurs, ces conclusions servent de guide aux autorités chargées de l'entretien des bâtiments pour assurer une ventilation et une filtration de l'air appropriées ainsi qu'une surveillance continue du CO₂, qui est un indicateur de la qualité de l'air. Malgré l'importance reconnue de l'amélioration de la qualité de l'air intérieur pour lutter contre la Covid-19 et d'autres maladies respiratoires, les investissements dans des bâtiments mieux ventilés restent rares dans de nombreux pays.

Près de quatre ans après le début de la pandémie, la Covid longue est un phénomène encore mal compris et sous-estimé. Plus de 50 effets à long terme de la Covid-19 affectant divers organes ont été identifiés. Environ 10 % des personnes infectées présentent des symptômes persistants 12 semaines après l'infection initiale aiguë, quelle que soit sa gravité. Bien que la Covid longue soit responsable d'un état invalidant persistant, ait un impact négatif sur la qualité de vie et impose un fardeau économique substantiel, les investissements dans la recherche et le développement de traitements efficaces sont insuffisants.

Pendant la pandémie, les mouvements anti-scientifiques, le populisme politique et la désinformation ont proliféré, entraînant des pertes en vies humaines ou des atteintes à la santé. Aux États-Unis, les comtés à penchant populiste qui ont voté pour Trump en 2020 étaient à la traîne, par rapport à ceux ayant voté pour Biden, en termes de couverture vaccinale contre la Covid-19, et les taux de mortalité y étaient supérieurs. Des tendances

similaires ont été observées chez les électeurs des partis populistes en France et en Allemagne. Selon le rapport Kiel de mai 2022, les campagnes d'information du public se sont avérées l'outil le plus efficace des politiques publiques de lutte contre la pandémie, devançant les fermetures d'écoles, les politiques de dépistage, la recherche des personnes-contacts, le contrôle des déplacements internationaux et d'autres mesures.

En conclusion, il apparaît clairement que s'ils excellent dans la gestion des crises, nos décideurs politiques semblent moins habiles en matière de prévention proactive. La pandémie a été un événement tragique, faisant 27 millions de victimes dans le monde, et nous avons probablement évité des chiffres encore plus importants grâce aux INP et au déploiement rapide des vaccins au cours des premières années. Il semble cependant que nous n'ayons pas tiré de cette tragédie les enseignements qui s'imposaient. Nous avons abandonné trop vite les mesures préventives, négligé des outils de surveillance efficaces et insuffisamment investi dans des mesures susceptibles d'alléger considérablement le fardeau des maladies virales respiratoires, quels que soient la souche ou ses variants. La génération du XX^e siècle semble s'en être mieux sortie, car elle a su tirer des enseignements des maladies d'origine hydrique comme le choléra et la dysenterie, faisant de l'assainissement de l'eau une norme de développement. À l'inverse, nous avons choisi de « vivre avec » la circulation du SRAS-CoV-2, en acceptant son fardeau persistant, ses nombreuses inconnues et le risque permanent de voir surgir de nouveaux variants potentiellement plus transmissibles et plus virulents. Ce vide a permis aux mouvements anti-scientifiques et aux partis politiques populistes de prospérer, leurs campagnes de désinformation ayant coûté la vie à pas moins de 300 000 citoyens américains. Il est impératif de redonner toute leur place aux scientifiques et aux politiques fondées sur des données probantes afin de préserver des vies et de mieux préparer le monde à l'imminence d'une nouvelle pandémie.

Michel Kazatchkine

Je vous remercie.